



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

25 juillet 2016

Le Conseil national tenu par une aile dissidente au sein du parti Leader Fanilo retient l'attention des quotidiens parus ce jour. Malgré la décision de justice au profit de l'actuel bureau national de coordination, la réunion a tout de même eu lieu et a abouti à l'élection d'un nouveau président national. Par ailleurs, le mandat présidentiel qui arrive à mi-parcours a suscité des commentaires de la part de certains journaux.

Politique interne

DERNIER CONSEIL DES MINISTRES, LES SUJETS HOULEUX DEBATTUS MAIS PAS COMMUNIQUÉS

*Bien que le communiqué officiel du dernier Conseil des ministres n'y ait point touché mot, les différents sujets délicats et foyers de tensions qui surviennent actuellement dans la Grande île ont été largement débattus par les membres du Gouvernement. En effet, le compte-rendu officiel s'est abstenu à informer des nombreuses nominations aux hauts emplois alors que l'Exécutif a bel et bien cogité longuement sur les divers sujets houleux actuels, selon une source gouvernementale rapportée par **L'Express de Madagascar**, en particulier sur la contestation de l'exploitation aurifère par la population Soamahamanina, le Code de la communication et sur le blocage par une frange de députés de l'adoption des textes régissant la Réconciliation nationale. Si les discussions ont bien évidemment porté sur les tenants et aboutissants de ces sujets sensibles, il aurait été également question de réfléchir sur la stratégie permettant de résoudre ces problèmes, voire de les « contourner », selon le quotidien. (p.3)*

- **L'Express de Madagascar** estime que le régime doit encore faire preuve d'efforts considérables s'il souhaite que la transparence soit réellement effective à Madagascar, comme en témoigne l'absence de communication sur cette initiative de l'Exécutif de se pencher « officiellement » sur ces questions délicates. De son opinion, cette discrétion affichée par le Gouvernement se révèle suspecte et estime par conséquent que la stratégie définie par le pouvoir en place se baserait plutôt sur l'argumentation sur le bien-fondé des décisions étatiques auprès de l'opinion publique et de la population au détriment du dialogue (p.3)

PARTI LEADER FANILO, UN NOUVEAU BUREAU MALGRE LA DISSENSION INTERNE

Le Leader Fanilo a tenu son Conseil national à l'hôtel Panorama et ce, malgré les démarches de l'aile de Jean Max Rakotomamonjy pour s'y opposer. En effet, ce parti politique majeur est en proie à une dissension interne en raison d'une guerre de leadership, aboutissant à la création de deux ailes : celle soutenant le « président national » Jean Max Rakotomamonjy dont le mandat ne s'achèvera qu'en 2017 et celle, qui souhaite « revaloriser » le parti en écartant l'ancien bureau national, dirigé par le président de l'Assemblée nationale. Au terme des deux jours de réunion, le Leader Fanilo a ainsi élu son nouveau président national en la

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



personne d'Antoine Zafera Rabesa, ancien ministre de l'Enseignement supérieur. Face à la presse, le nouveau bureau national a fait part de la volonté du parti de se positionner de nouveau en tant que force de proposition et de renouer avec les principes chers à son fondateur Herizo Razafimahaleo, notamment le respect de l'éthique politique. Il a également été signifié à cette occasion que le Leader Fanilo se prononcera désormais sur la vie de la Nation, si en raison des intérêts des membres de l'ancien bureau il s'était tu et prendra également part à toutes les consultations populaires. L'aile de Jean Max Rakotomamonjy n'est cependant pas restée les bras croisés quant à la tenue de ce Conseil national et a dépêché un huissier pour signifier aux propriétaires de l'hôtel qu'il accueille une entité désavouée par une décision de justice. Une démarche que les organisateurs ont répliqué en réclamant une notification officielle. (**L'Express de Madagascar p.5 ; La Gazette de la Grande île p.4, Tia Tanindrazana p.2**)

- Interrogé sur la légalité et la légitimité de ce Conseil national, le nouveau président Antoine Zafera Rabesa a indiqué ne pas avoir dépassé le cadre du statut et du règlement intérieur du parti. En ce qui concerne le président de l'Assemblée nationale et consort, il a déclaré qu'ils ont été écartés du bureau national et non du parti, et qu'un dialogue est toujours possible mais dans le respect du statut (**L'Express de Madagascar p.5**)
- Sans toucher mot concernant la tenue du Conseil national, **Midi Madagasikara** fait état du bilan du parti depuis la disparition de son fondateur, il y a de cela 8 ans. Bien qu'il souligne l'existence de dissension interne, le quotidien s'intéresse uniquement à l'aile Jean Max Rakotomamonjy en déclarant que le bureau national qu'il dirige n'a jamais dévié du principe de la performance électorale du parti, comme en atteste sa représentation au niveau des Parlements et des Communes (**p.2**)
- **Les Nouvelles** a rapporté la détermination du Leader Fanilo de participer désormais à toutes les échéances électorales et sa déclaration selon laquelle l'absence de candidat lors des présidentielles de 2013 était exceptionnelle. Par ailleurs, le quotidien fait remarquer l'absence du logo du parti durant la journée de clôture du Conseil national et ce, certainement dans l'optique de prévenir toutes sanctions judiciaires éventuelles. En effet, l'aile conduite par Jean Max Rakotomamonjy a bénéficié d'une décision de justice interdisant l'utilisation du logo et de la dénomination du parti. (**p.2**)
- **Madagascar Laza** estime que la dissension interne au sein du Leader Fanilo a débuté lors des dernières présidentielles, lorsque les membres du parti ont fait part de leur soutien à des candidats différents. Le quotidien rappelle néanmoins que la formation politique reste un acteur majeur comme en atteste sa représentation au sein des institutions durant les 5 régimes qui se sont succédé dans le pays (**p.2**)
- **La Gazette de la Grande île** précise que l'aile dirigée par le Pr Antoine Zafera Rabesa bénéficie du soutien de Arilaza Razafimahaleo, frère du fondateur du parti tandis que celle conduite par Jean Max Rakotomamonjy, dispose du soutien de son épouse Razafimahaleo Lantoso, qui est par ailleurs sénatrice pour le quota présidentiel (**p.5**)
- De l'avis de **Madagascar Matin**, la présence des personnalités politiques majeures à ce Conseil national a accordé de la légitimité au nouveau bureau national, au point de

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



qualifier Jean Max Rakotomamonjy de « past president ». Le quotidien a également rapporté la déclaration du nouveau président selon laquelle « le régime en place n'a pratiquement rien fait en deux ans et demi de mandat », tout en s'abstenant de prendre position en tant que pro ou opposant (p.3)

- **L'Observateur** affiche un parti pris dans son article portant sur l'héritage laissé par Herizo Razafimahaleo au Leader Fanilo, comme en témoignent les termes utilisés : « membres qui veulent semer la zizanie, les brebis galeuses ou frondeurs, pseudo conseil national, beaucoup de belles paroles prononcées » (p.2-7)

REGIME RAJAONARIMAMPINANINA, UN DEMI MANDAT MITIGÉ

Le régime Rajaonarimampianina arrive à la moitié de son mandat présidentiel, étant donné que cela fait exactement deux ans et demi qu'il est au pouvoir (25 janvier 2014-25 juillet 2016).

- **Les Nouvelles** s'est enquis de l'opinion du député Guy Rivo Randrianarisoa et de l'ancien Premier ministre Omer Beriziky, à ce sujet. Ainsi le parlementaire a estimé que les efforts de développement ne se font pas jusqu'à présent ressentir au niveau du quotidien de la population et se demande si les dirigeants ne sont pas trompés de priorités, en se référant notamment au projet de construction d'une autoroute reliant Toamasina à la capitale. L'ancien Chef du gouvernement, quant à lui, dit partager la déception de la population par rapport aux promesses du Président de la République et la réalité actuelle. (p.3, **La Vérité** p.3)
- Dans une interview accordée à **Midi Madagasikara**, Hajo Andrianainarivelo ne voit que le départ de Hery Rajaonarimampianina comme unique alternative. De son opinion, le pouvoir en place est pleinement responsable de la situation difficile dans laquelle se trouve le pays, citant entre le très mauvais résultat des examens de CEPE ou encore l'absence de subventions pour le développement des collectivités décentralisées. (p.3)
- Dans son article intitulé « un demi-mandat tâtonnant », **La Gazette de la Grande île** soutient que beaucoup d'espoir était placé sur l'actuel Chef de l'Etat qui a finalement déçu par sa gouvernance marquée par le tâtonnement, les tergiversations et les indécisions. Le quotidien se réfère notamment aux divers changements de Premier ministre et l'absence de nomination à la tête des représentations diplomatiques stratégiques jusqu'à aujourd'hui (p.3)
- Dans son article intitulé « 2 ans et demi de leurre », **Tia Tanindrazana** soutient que le régime Rajaonarimampianina n'a pas toujours su faire preuve d'une bonne gouvernance depuis le début de son mandat, raison pour laquelle les bailleurs tardent à débloquer les fonds et subventions malgré les accords de principe. (p.3)

Economie et société

CODE DE LA COMMUNICATION, DENONCIATION DES PREROGATIVES DU MINISTRE DE LA COMMUNICATION

Le contenu du texte adopté, portant Code de la communication, est fortement dénoncé par le monde de la presse, plus particulièrement les articles accordant certaines prérogatives au

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité

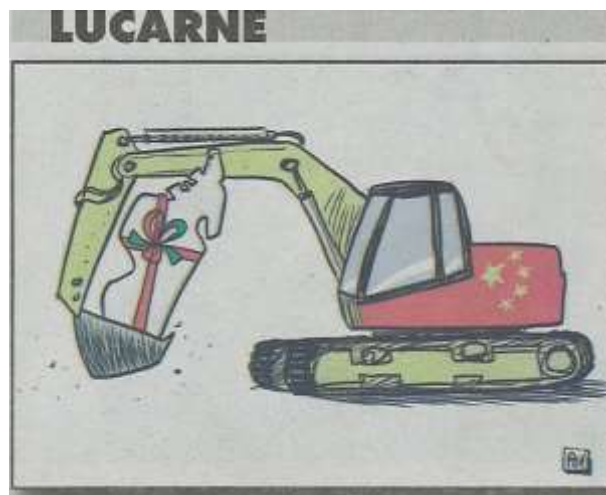


ministère de la Communication lui permettant de « verrouiller » l'information. Les textes portant sur la dépenalisation de la presse ont notamment été décriés car ils ont été véritablement détournés de l'esprit initial dans leur élaboration. **L'Express de Madagascar** porte notamment l'attention sur l'article 44 qui accorde la prérogative, au ministère de la Communication et des Relations avec les Institutions, de radier les journalistes et d'ordonner la fermeture d'un organe de presse en cas de récidive, alors que dans le projet de texte initial, élaboré par les différentes parties prenantes, il appartenait à l'Autorité Nationale de Régulation de la Communication Médiatisée et à l'Ordre des Journalistes de Madagascar de le faire. Il en est de même pour la délivrance de la carte professionnelle de journaliste, qui relève normalement de l'OJM et qui sera désormais de la compétence d'une commission mixte, « dominée » par le MCRI. Le quotidien dénonce également la dépenalisation des délits de presse, qui ne semble pas réellement en être une. En effet, si la peine de prison n'est plus prévue, l'amende s'avère exorbitante. Qui plus est, la fermeture de l'entreprise de presse s'accompagnera de la saisie de ses matériels au profit des chaînes nationales. (p.5)

Formats de couverture

Plusieurs quotidiens publient conjointement un même article intitulé Code de la Communication : les charcutages du texte initial, qui détaille les différences relevées entre le projet de texte initial et le code adopté par les deux chambres du Parlement. Afin de marquer les changements apportés au niveau des textes initiaux, l'auteur a souligné les rajouts et barré les textes supprimés. (Les Nouvelles p.2 ; Madagascar Laza p.7 ; Madagascar Matin p.4, La Vérité p.4)

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrakaza@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

